



HAL
open science

La RSU (Responsabilité Sociale/Sociétale des Universités) au service d'un développement Économique Social et Solidaire : le cas de l'Université des Antilles

Claudya Parize-Suffrin, Muriel Jean, Johanna Virapatirin

► To cite this version:

Claudya Parize-Suffrin, Muriel Jean, Johanna Virapatirin. La RSU (Responsabilité Sociale/Sociétale des Universités) au service d'un développement Économique Social et Solidaire : le cas de l'Université des Antilles. Semaine Mondiale de la Francophonie Scientifique - SMFS, AUF (Association Universitaire de la Francophonie), Oct 2023, Québec, Canada. hal-04210459

HAL Id: hal-04210459

<https://hal.science/hal-04210459v1>

Submitted on 18 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ATELIER THEMATIQUE : N° 4 : La mobilisation de l'expertise

TITRE DE LA COMMUNICATION :

La RSU (Responsabilité Sociale/Sociétale des Universités) au service d'un développement Économique Social et Solidaire : le cas de l'Université des Antilles

AUTEURES :

Muriel JEAN¹, Claudya PARIZE², Johanna VIRAPATIRIN³

RESUME :

La RSU (Responsabilité Sociétale de l'Université) intègre toutes les parties prenantes des établissements de l'enseignement supérieur, publiques ou privées, internes et externes à l'Université. Dans la perspective de se réinventer, l'Université des Antilles (UA) développe des actions liées à sa politique de responsabilité sociétale sur ses deux pôles. Celles-ci s'articulent autour d'une démarche de réflexion collective à l'origine du programme politique « Réinventons l'UA » depuis mars 2020.

Cet article explore la manière dont l'Université des Antilles, à travers sa politique de Responsabilité Sociétale mobilise l'intelligence collective pour promouvoir le développement durable et la responsabilité sociétale et environnementale. En s'appuyant sur une étude de cas approfondie, nous explorons les initiatives et les démarches de l'université pour intégrer les Objectifs de Développement Durable (ODD) et engager ses parties prenantes dans ce processus. Dès lors, notre article étudie l'impact éventuel de l'Université sur le développement local et régional au regard de la zone d'influence de l'UA : l'espace Caraïbéen

MOTS CLES :

RSU - Université des Antilles– Intelligence Collective - ODD – Insularité – Économie Sociale et Solidaire

¹ Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche (doctorante) en Sciences Economiques à l'université des Antilles, pôle Martinique - mjean.culture@gmail.com

² Enseignante-chercheuse en Sciences de Gestion à l'université des Antilles, pôle Guadeloupe, Vice-Présidente déléguée à la Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Université des Antilles - claudya.parize@univ-antilles.fr

³ Enseignante-chercheuse en Sciences de Gestion à l'IUT de Guadeloupe - pierrejustinjohanna@gmail.com

TEXTE PRINCIPAL DE LA COMMUNICATION :

Introduction

Depuis 2020, la crise exhorte les organisations et les territoires à repenser leurs modèles de mieux vivre-ensemble. De nouvelles dynamiques multi-acteurs territorialisées voient le jour. La RSU intègre les parties prenantes des établissements d'enseignement supérieur, publiques et privées, internes et externes. En tant qu'obligation légale, elle apparaît comme étant en cours d'institutionnalisation. Elle vise à assurer la pérennité des projets et des actions menées au-delà des changements de gouvernance, à ancrer durablement les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans le paysage universitaire et à mieux inclure l'université dans la vie des territoires sur lesquels elle est implantée.

L'Université des Antilles (UA) se déploie sur deux territoires français : la Guadeloupe et la Martinique. Dans la perspective de se réinventer, l'UA développe des actions liées à sa politique de responsabilité sociétale sur ses territoires et au sein de sa communauté. Afin de favoriser l'appropriation, la conception et le déploiement de sa stratégie passent par des démarches mobilisant l'intelligence collective (IC). Notre recherche s'appuie sur l'étude de ces démarches collectives menées au sein de l'UA depuis janvier 2020. Les travaux menés sur la RSU s'intéressent peu à l'intelligence collective en contexte insulaire. Dès lors, notre article consiste à étudier ces démarches menées par la communauté de l'UA. Cette expertise pluridisciplinaire conçoit et impulse des actions sur les territoires d'influence de l'université. Cela impacte-t-il un développement durable aux niveaux local et régional ? L'analyse exploratoire de notre cas nous permet de mettre en lumière une démarche innovante et collective qui favorise la déclinaison des enjeux de la RSU sur le territoire.

Cadre théorique

1. La RSU

La RSU est la prise en compte de toutes ses parties prenantes par les établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche (ESR). Depuis 2013, la loi ESR inscrit le développement durable comme une nouvelle mission de l'université, à travers sa responsabilité dans la production et le transfert de connaissances et compétences au service de la société. Ainsi, la démarche vise à assurer la pérennité des projets et des actions menées au-delà des changements de gouvernance et d'ancrer durablement le Développement Durable dans le paysage universitaire.

La responsabilité sociétale et environnementale consiste pour une université à assumer son pouvoir en acceptant de répondre aussi bien à ses actes et qu'à ses conséquences en toute circonstance. Cette conception suppose aussi bien l'obligation que l'engagement (de La Ville et Drevet, 2008). La mise en place de cette RSU française achoppe sur les représentations individuelles et collectives des parties prenantes, mais aussi sur la tradition universitaire plutôt portée par la culture que sur les préoccupations socio-économiques et environnementales. Le dialogue de chaque université avec l'État s'appuie sur des négociations prudentes où elles doivent afficher et justifier leurs orientations ainsi que les partenariats avec l'extérieur. L'intelligence collective pourrait contribuer à intégrer la RS à l'université.

2. L'IC

Le Programme des Nations Unies pour le Développement propose de mobiliser l'IC pour mener à bien toute démarche de Développement Durable. Elle correspond aux capacités de compréhension, de réflexion, de décision et d'actions créées lorsque les gens travaillent ensemble, souvent avec l'aide de la technologie pour mobiliser un plus large éventail de connaissances (Noubel, 2004). L'IC émerge lorsque les contributions sont combinées pour devenir plus que la somme de leurs parties (Ribette, 1996). Ces méthodes peuvent aider les parties prenantes, les experts et les communautés à se mettre d'accord sur les priorités d'actions et de décisions plus inclusives. En tant que pratique, l'IC est caractérisée par les mêmes valeurs qui conduisent au recours de la prise de décision participative et de la recherche-action impliquant les communautés locales dans le développement depuis les approches d'apprentissage et d'action participatives des années 1990. Ces méthodes relèvent des sciences participatives qui révèlent une forte diversité, mais elles partagent un objectif commun : produire des connaissances scientifiques en associant professionnels de la recherche et citoyens, avec l'appui de partenaires qui facilitent la mise en œuvre des projets. Chaque approche de sciences participatives est singulière. Le choix de la méthode dépend du contexte de la recherche, des cibles et de l'objectif de celle-ci. L'IC est un « système d'actions collectives », au sens de Crozier, Friedberg et Weick. En convoquant la méthodologie de l'IC, il s'agit de favoriser l'écoute des parties prenantes et un projet de co-construction.

Méthodologie

Notre recherche a pour objectif de proposer des construits élaborés à partir d'observations empiriques détaillées. Notre recherche-action a vocation de découvrir les dimensions identitaires et doublement insulaires d'une démarche d'IC. Notre étude s'appuie sur une démarche intitulée «Réinventons l'UA». Ce processus de réflexions collectives permet d'entendre la voix du plus grand nombre, et surtout, de créer une vision partagée entre les parties prenantes pour un avenir commun. La démarche est menée et encadrée par la Présidence et appuyée par des spécialistes internes en management de l'innovation, en psychologie sociale, en informatique, en innovation pédagogique et en outils numériques. 21 groupes de travail réunis autour d'ateliers de co-design de 4 heures, sur les deux territoires de l'UA ont travaillé collectivement sur plusieurs thématiques : "être étudiant.e à l'UA", "l'UA, un Milieu de vie et de travail", "la marque UA" puis "Recherche et transfert" au cours du premier trimestre 2020. Au fil de l'exercice, l'université communique sur les résultats des réflexions et sur [les actions](#) qui en découlent. Dès lors, cette réflexion collective oriente les actions et décisions de l'UA. Malgré la crise sanitaire qui a interrompu les rencontres en présentiel, les résultats de ces ateliers sont riches et ont esquissé les contours d'[une vision commune](#). Il en ressort une volonté pour l'UA d'être une "Université en Action, organisée et efficace, ouverte, moderne et stimulante". Cette vision commune représente un engagement collectif décliné en plus de [200 actions](#) identifiées par la communauté et regroupées en thématiques plus affinées. [L'animation et la synthèse de ces réflexions](#), réalisée par des enseignants-chercheur.es de l'établissement, a fait l'objet d'une analyse minutieuse à partir de toutes les productions (post-it, panneaux de présentations, dessins, courriels, notes de propositions d'actions, enregistrements audio et vidéo des présentations des groupes de travail...). [Les photos et les vidéos reflètent la dynamique des groupes de travail](#). Dans un second temps, les parties prenantes, qu'elles aient ou non participé aux premiers ateliers de co-design, ont été invitées à [voter pour définir les actions prioritaires à mettre en oeuvre](#) à travers une plateforme réalisée par un enseignant-chercheur. L'équipe interne chargée de l'animation de la démarche participative a présenté à la Présidence les données recueillies lors des consultations et des ateliers. L'analyse a débouché sur la production d'un plan d'actions dont la communauté définit les priorités et les axes de mise en œuvre.

Résultats

L'analyse économétrique du matériau de la démarche participative s'est découpée en plusieurs étapes. Premièrement, un dictionnaire de concepts liés à la RSE, à la RSU et aux ODD a été construit pour analyser les données produites. Deuxièmement, des liens ont été établis entre les actions proposées par la communauté et les réalisations concrètes de l'université. Troisièmement, l'évaluation des liens entre les actions menées et l'écosystème social et solidaire des territoires de rayonnement de l'Université, notamment à travers des Partenariats Public-Privé, a été réalisée. Enfin, l'analyse a conduit à identifier si les actions développées relèvent des ODD.

Le tableau ci-après synthétise une analyse de l'implication des ODD dans la politique de «Réinventons l'UA». Elle présente les liens entre les actions et les partenariats développés et la fréquence des ODD dans chaque thématique issue de la politique Réinventons l'UA. Elle précise que la démarche politique de l'UA lors de ses dernières mandatures constitue la genèse de la politique RSU de l'Université des Antilles. D'une part, la mise en œuvre de la politique directrice de l'UA valorise les ODD à travers l'enseignement de qualité, la bonne santé, la réduction des inégalités, la participation à la construction d'établissements ouverts et les partenariats pour la réalisation des objectifs. D'autre part, la mise en œuvre de la politique de l'UA apparaît soucieuse des priorités de la RSU en convoquant plusieurs ODD dans leur mise en œuvre : l'amélioration de la qualité de vie, de travail et d'étude ; l'amélioration de l'engagement social ; l'accompagnement des équipes de recherche. Ainsi, les axes prioritaires de la politique directrice de l'UA semblent favoriser les conditions d'apprentissage et de travail de la communauté éducative de l'Université, influencer positivement sur l'égalité (sociale, sexuelle, professionnelles, d'accès à la culture...) entre les êtres humains, permettre, favoriser, développer un enseignement de qualité, favoriser l'impact positif de l'Université sur ses territoires d'influence.

«Réinventons l'UA» permet une mise en œuvre progressive consciente de la RSU. Concernant l'axe plus spécifique de l'impact de l'Université sur le développement de son territoire, l'analyse des questions de partenariats avec les Organismes de l'ESS (OESS) s'avère opportune. En effet, la Loi institutionnalisant en 2014 l'ESS en France rappelle que ceux-ci ont dans leurs principes intrinsèques ces valeurs d'impact social et environnemental de leurs actions. Ainsi, l'amorce de ces partenariats spécifiques, avec les OESS Martiniquaises et /ou

Guadeloupéennes⁴, augurent une implication de l'université avec les partenaires engagés pour et vers un développement durable et éthique, pour les années à venir.

Tableau 1. Analyse de la politique « Réinventons l'UA » sous le prisme des ODD :

Engagements	Thématiques	Objectifs de développement durable (ODD)																
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Organisée et efficace	Améliorer l'accompagnement social	5	3	6	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1
Organisée et efficace	Améliorer la qualité de vie, de travail et d'étude	1	3	35	13	2	1	0	5	6	4	14	8	0	0	1	1	8
Organisée et efficace	Améliorer les process administratifs	0	0	0	1	3	0	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	
Organisée et efficace	Mieux accueillir les étudiants	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	
Moderne	Mieux communiquer en interne	0	0	3	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	
Moderne	Améliorer l'accessibilité et les transports	0	0	2	0	0	0	0	0	2	4	0	0	0	0	0	0	
Moderne	Améliorer les dispositifs d'aide à la réussite	0	0	2	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Ouverte	Mieux communiquer vers l'externe par une promoti	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Ouverte	Favoriser la mobilité internationale des étudiants	0	0	2	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
Ouverte	Améliorer le développement des liens avec le monde	0	0	0	8	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	1	
Stimulante	Améliorer la qualité de l'enseignement	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Stimulante	Mieux accompagner les équipes de recherche et les	8	0	0	10	0	0	0	8	0	8	0	0	0	0	0	2	

Engagements	Thématiques	Objectifs de développement durable (ODD)																
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Organisée et efficace		6	6	42	14	5	1	0	5	6	9	16	8	0	0	1	1	9
Moderne		0	0	7	9	0	0	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0	
Ouverte		0	0	2	12	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	2	
Stimulante		8	0	0	19	0	0	0	8	0	8	0	0	0	0	0	2	

0001 = Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	0005 = Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	0009 = Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	00013 = Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	00017 = Partenariats pour la réalisation des objectifs
0002 = Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	0006 = Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	00010 = Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	00014 = Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	
0003 = Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges	0007 = Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	00011 = Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	00015 = Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres	
0004 = Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	0008 = Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	00012 = Établir des modes de consommation et de production durables	00016 = Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable	Extrait de : https://www.agenda.2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/article/od017-partenariats-pour-la-realisation-des-objectifs

Discussion

En réponse aux défis sociaux et environnementaux contemporains, la collaboration entre l'économie sociale et solidaire (ESS) et la RSU fait émerger des initiatives positives et innovantes. Les recherches croisées sur les deux concepts apparaissent opportunes notamment en raison de leurs liens communs en matière de développement durable, de responsabilité sociale et de promotion de valeurs éthiques dans la société. La présente recherche met en exergue deux principaux enseignements. D'une part les concepts de RSU et d'ESS ont en commun, outre des objectifs sociaux et environnementaux, une base conceptuelle : l'Intelligence collective (IC) pour permettre à ses différentes parties prenantes de faire projet commun. D'autre part, l'IC œuvre au service du développement territorial. Si les réflexions sur l'ESS et la RSU demeurent encore timides dans les universités françaises, l'inclusion de la question de ce lien sous l'angle des partenariats, trouve sa pertinence. En effet, les conséquences négatives du réchauffement climatique sur les deux territoires de l'UA justifient de s'inscrire dans un développement sociétal. La question des partenariats entre OESS et l'université se réfléchit tout autant que les

⁴ Ceux entamés se faisant exclusivement au niveau de l'engagement « Organisée et efficace » et dans cet engagement, très majoritairement dans la thématique « Améliorer la qualité de vie, de travail et d'étude »

partenariats ESS-RSE, au regard de la taille de ces territoires et de la nécessité de s'inscrire dans une réflexion systémique d'une mise en œuvre effective d'un développement sociétal durable et éthique. Enfin, envisager des Partenariats-Publics-Privés entre l'université et les OESS permettant pleinement à l'établissement, via sa RSU, de se mettre au service d'un développement Économique Social et Solidaire des territoires sur lesquels elle rayonne est un enjeu répondant, à la fois, aux engagements sociétaux des universités et permettant, également, de répondre aux impératifs environnementaux et économiques mondiaux qui impactent aussi ces territoires. Ce travail partenarial et son étude sont à approfondir mais par leur existence, même embryonnaire, montre la richesse du champ. L'UA semble donc être préceuse dans cette réflexion et mise en œuvre.

Conclusion

A travers l'analyse de la politique de l'UA, nous constatons que sa mise en œuvre, par le prisme de l'IC et des ODD, constitue la genèse d'une démarche RSU. Par l'étude de cas, nous tentons de découvrir comment l'UA, pourvoyeur d'experts pluridisciplinaires, se mobilise pour le développement territorial local et inclusif autour de l'établissement. L'UA, grâce à ces expertises, a su décloisonner les disciplines afin de favoriser la pluridisciplinarité à travers une démarche permettant de mobiliser l'IC. Cette étude de cas est un exemple qui touche plusieurs enjeux : vitaux (qualité de vie au travail), environnementaux (transition énergétique, écologie), sociétaux (éducation inclusive, transport). C'est aussi un exemple de succès qui représente une piste à poursuivre, une méthodologie encourageante. C'est la raison pour laquelle l'UA mène une politique de développement durable, de responsabilité sociétale et environnementale en reconduisant une démarche participative avec une méthodologie similaire à la précédente.

Références bibliographiques

Annot, E (2012), "La responsabilité sociale des universités en France : un concept en émergence ?", *Éducation et socialisation*, 31.

De La Ville, I, Devreton, B (2008), *Faire émerger la responsabilité sociale des activités de recherche : apports du Balanced Scorecard*, Actes du colloque « Responsabilité sociale et environnementale, nouvelles formes organisationnelles », juin, E.S.D.E.S, Lyon, France.

Filâtre, D (2003), «Les universités et le territoire : nouveau contexte, nouveaux enjeux», dans Felouzis, G (dir), *Les mutations actuelles de l'université*, Paris, PUF, p. 19-45.

Noubel, J-F (2004), «Intelligence Collective, la révolution invisible»,
thetransionner.org

Ribette, R (1996), «Des intelligences individuelles à l'émergence de
l'intelligence collective», SIF, CIFCO, Tunis.